

--	--	--	--	--	--	--	--	--

**TITRE V MARTINIQUE
PROG 2006-02 - OP 2012-35**

**Travaux de réfection de la canalisation d'eau glacée de la
cour d'appel de Fort-de-France**

Marché de travaux

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)***

COMMUN A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

Article 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 69

1.1	Objet du marché.....	69
1.2	Description du site	69
1.3	Allotissement	69
1.4	Forme du marché et décomposition en tranches	69
1.5	Intervenants	710
	Maître de l'ouvrage / Pouvoir adjudicateur	710
	Maîtrise d'œuvre.....	710
	Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (mission complémentaire)	710
	Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (CSSI)	710
	Contrôle technique.....	710
	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	811
1.6	Les études d'exécution	811

Article 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... 912

2.1	Pièces constitutives du marché	912
2.2	Représentant du Titulaire.....	1013
2.3	Substitution de personne	1013
2.4	Mesures à l'encontre du personnel	1013
2.5	Forme des notifications et échanges d'information	1144
2.6	Obligation pour le Titulaire de transmettre les pièces relatives à la lutte contre le travail dissimulé.....	1144

Article 3 : EXECUTION DU MARCHÉ 1144

3.1.	Repérage des existants.....	1144
3.2.	Protection des ouvrages existants.....	1215
3.3.	Intervention en site judiciaire en exploitation	1215
3.4.	Accès au chantier, facilités de chantier, nettoyage	1215

Article 4 : VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES : 1316

4.1	Contenu des prix	1316
	Généralités	1316
	Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif	1417
	Dépenses de consommation et frais	1518
4.2	Règlement des ouvrages ou des travaux non prévus ou modificatifs.....	1518
4.3	Règlement des comptes - Modalités de paiement.....	1519
	Délai global de paiement	1519
	Modalités de paiement.....	1619
	Les décomptes et acomptes mensuels	1619
	Décompte final	1720
4.4	Variation dans les prix.....	1720
	Variation des prix.....	1720
	Mois d'établissement des prix du marché	1721
	Choix de l'index de référence	1721
	Modalités de révision des prix.....	1821
	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	1821

4.5	Sous-traitance.....	1821
	Désignation de sous-traitants au cours du marché	1821
	Sous-traitance directe	1922
	Sous-traitance indirecte.....	1923
4.6	Cotraitance	2023
4.7	Augmentation de la masse des travaux	2023
4.8	Prix nouveaux	2023
4.9	Prestations similaires	2024

Article 5 : DELAIS D'EXECUTION-PENALITES-RETENUES-REFACTIONS 2124

5.1	Modalités d'exécution et calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux.....	2124
5.2	Calendrier détaillé d'exécution des travaux	2124
5.3	Prolongation du délai d'exécution.....	2124
	Intempéries	2124
	Clause de réexamen relative à la prolongation du marché.....	2225
	Autres précisions	2225
5.4	Pénalités.....	2225
	Pénalités de retard.....	2225
	Autres pénalités en cours de chantier ou en cours de préparation de chantier.....	2225
	Pénalités relatives à la GPA	2427
	Cumuls des pénalités	2427
	Plafonnement des pénalités.....	2427
5.5	Pénalités provisoires	2427

Article 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE 2528

6.1	Retenue de garantie.....	2528
	Substitution de la retenue de garantie	2528
	Constitution et complément	2528
	Restitution des garanties	2528
	Dispositions relatives aux prestations sous-traitées.....	2528
6.2	Reversement.....	2529
6.3	Avance	2529

Article 7 : REALISATION DES OUVRAGES 2629

7.1	Provenance des matériaux et produits.....	2629
7.2	Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves	2629
	Contrôles sur chantier	2629
	Essais et contrôles prévus au marché.....	2629
	Essais et vérifications complémentaires	2630
7.3	Défauts d'exécution - mesures d'alertes	2730
7.4	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	2730

Article 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 2730

8.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	2730
8.2	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	2831
8.3	Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément	2831
	Echantillons, prototypes.....	2831
	Prototypes et surfaces témoins.....	2832
8.4	Visas des documents.....	2832
8.5	Réunions et rendez-vous de chantier.....	2932

Réunions	2932
Rendez-vous de chantier	2932
8.6 Organisation, hygiène et sécurité du chantier	3033
Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.....	3033
Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité.....	3033
Point chaud	3134
Echafaudage	3134
Travail isolé	3134
Consignations électriques.....	3134
Plan de prévention	3134
Cas d'urgence	3134
Pouvoirs du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	3235
Application de la réglementation du travail - Protection de la main d'œuvre – Droit du travail – Lutte contre le travail dissimulé	3235
8.7 Signalisation du chantier.....	3236
8.8 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	3336

Article 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX - MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES - GARANTIES - ASSURANCES..... [3336](#)

9.1 Réception	3336
9.2 Documents fournis après exécution.....	3336
9.3 Opérations préalables à la réception.....	3337
9.4 Décision de Réception	3437
9.5 Modalités de suivi de la garantie de parfait achèvement.....	3438
Délai de GPA	3438
Organisation pendant la GPA	3538
Visite de fin du délai de parfait achèvement	3538
9.6 Assurances	3639
Assurance de responsabilité civile	3640
Assurance décennale.....	3741
Justification des polices et qualifications	3841
E-Attestation.....	3842

Article 10 : RESILIATION – REDRESSEMENT et LIQUIDATION JUDICIAIRE – MESURES COERCITIVES [3842](#)

Article 11 : LITIGES - REGLEMENT DES DIFFERENDS [3942](#)

Article 12 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE [3942](#)

12.1 Obligation de discrétion	3942
12.2 Mesures de sécurité	3943

Article 13 : CONDITIONS DE L'HABILITATION DES PERSONNELS [4043](#)

Article 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX [4043](#)

Article 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Dans le cadre du plan de gros entretien renouvellement (GER) des sites judiciaires du ressort de la cour d'appel de Fort-de-France, la Chancellerie a mandaté l'APIJ pour assurer la réfection de la canalisation d'eau glacée enterrée alimentant la cour d'appel de Fort-de-France, cette dernière étant en effet très dégradée.

Le présent marché a pour objet les travaux de réfection de la canalisation d'eau glacée de la cour d'appel de Fort-de-France, sur la commune de Fort-de-France (972).

Le Titulaire interviendra dans un site en exploitation et devra à ce titre prendre toutes les mesures pour assurer la continuité de service des activités judiciaires durant son intervention.

La nature des prestations objet du présent marché est décrite dans le CCTP.

1.2 Description du site

La cour d'appel de Fort de France est un édifice de 2 194 m² de surface utile, situé au cœur du centre-ville de Fort de France sur le site de l'îlot Renan. Il comprend les activités de cour d'appel répartie en une chambre des appels correctionnels, une chambre de l'instruction, une chambre civile et une chambre des affaires sociale.



L'édifice est classé ERP type L, W de 3^{ème} catégorie et a été réalisé par l'architecte Gilles BOUCHEZ, et a été mis en service en avril 2015.

1.3 Allotissement

Les travaux sont allotis au sens de l'article L2113-10 du code de la commande publique en deux lots :

- Lot 1 : travaux de climatisation
- Lot 2 : travaux de voirie et réseaux divers

1.4 Forme du marché et décomposition en tranches

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le marché n'est pas décomposé en tranches

1.5 Intervenants

Maître de l'ouvrage / Pouvoir adjudicateur

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Immeuble OKABE - 67 avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre - est le maître d'ouvrage de plein exercice et pouvoir adjudicateur, agissant au nom et pour le compte du ministère de la Justice.

L'entreprise ne pourra en aucun cas prendre des directives auprès du personnel utilisateur. Aucun travail supplémentaire, ou modification, réalisé par le Titulaire à la demande de l'utilisateur ne pourra ouvrir voie à recours ou rémunération complémentaire sans l'accord du maître d'ouvrage. Toute modification non validée par le maître d'ouvrage devra être rétablie aux frais du Titulaire.

Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études **CETE 972**.

La maîtrise d'œuvre est chargée des missions suivantes :

Une mission de base comprenant :

- Etudes d'avant-projet (**AVP**) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (**ACT**) ;
- Etudes de projet / Dossier de consultation entreprises (**PRO/DCE**) ;
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa ; participation aux travaux de la cellule de synthèse (**VISA**) ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (**DET**) ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (**AOR**).

Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier (mission complémentaire)

La mission OPC est à la charge du Maître d'Œuvre.

Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (CSSI)

Sans objet.

Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

A titre informatif, le contrôleur technique désigné pour cette opération est la société **ANCO MARTINIQUE**.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les missions :

- L : Solidité des ouvrages constitutifs ou indissociables au bâtiment ;
- LP : Solidité des ouvrages indissociables et dissociables ;
- LE : Solidité des existants ;
- SEI : Sécurité des personnes dans les constructions ;
- PS : Sécurité des personnes en cas de séisme.

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire du présent marché :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- A respecter, à leurs frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux de bâtiment et de génie civil, qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions du contrôleur technique.

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission comprend la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

A titre informatif, le coordinateur SPS désigné pour cette opération est la société **BUREAU VERITAS**.

La mission confiée au CSPS est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (article R 4532 du Code du travail).

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire du présent marché :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- A respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux de bâtiment et de génie civil, qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions de coordination ;
- A l'informer de toute intervention sur chantier de personnes ou entreprises.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre. En complément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG Travaux, le Titulaire devra rédiger, après inspection préalable commune, dans le cadre de ses interventions, son Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PPSPS) et l'adresser au Coordonnateur SPS dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché.

Ces dispositions s'appliquent également aux cotraitants et aux éventuels sous-traitants à qui le Titulaire doit remettre le PGC. Préalablement à leur intervention, ils disposent de 15 jours calendaires à compter de l'acceptation du maître d'ouvrage pour remettre leur PPSPS au coordinateur SPS.

1.6 Les études d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées par le titulaire du présent marché. Elles comprennent l'établissement de toutes les fiches techniques, notes de calculs, schémas et plans d'exécution et spécifications techniques à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissent les travaux dans tous leurs détails.

En particulier, les notes de calcul devront, sans que cette liste ne soit limitative :

- Déterminer les pertes de charge du nouveau circuit,
- Justifier la puissance électrique / hydraulique de la pompe par rapport à ces nouvelles pertes de charge,
- Justifier le dimensionnement et l'implantation des supportages du circuit,
- Justifier le dimensionnement et l'implantation des accessoires anti vibratiles et acoustiques,
- Justifier la présence et le positionnement de dispositifs de dilatation, eu égard notamment à l'implantation du site sur une zone de sismicité de type 5,
- Justifier le dimensionnement du calorifuge, eu égard notamment à une implantation aérienne des conduits de distribution.
- Justifier le dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux (pentes et avaloirs notamment).

Ces documents qui seront visés par le maître d'œuvre dans un délai maximum de 7 jours à compter de leur réception, permettront à l'entrepreneur d'établir ses plans d'atelier et de chantier.

Le délai de visa est défini à l'article 8.4 du présent CCAP. L'ajustement éventuel des plans est donc à anticiper et à intégrer dans le planning d'exécution des études par l'entreprise.

Article 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché, pour chaque lot, dont les originaux, conservés dans les bureaux du maître d'ouvrage font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- 1) L'Acte d'Engagement et son annexe, signés par les parties :
L'annexe 1 : Déclaration de sous-traitance
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- 3) Le carnet des plans ;
- 4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, désigné par le terme (CCTP) pour chaque lot ;
- 5) Le rapport initial de contrôle technique (RICT) remis par le contrôleur technique ;
- 6) Le plan général de coordination en matière sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) ;
- 7) La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot, dont le caractère contractuel se limite aux prix unitaires qui y figurent, dans le cas d'éventuelles prestations supplémentaires.
- 8) Le mémoire technique des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter, dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des pièces susvisées ;
- 9) Le calendrier d'exécution détaillé du titulaire remis dans son offre ;
- 10) Les dossiers des ouvrages exécutés de la cour d'appel de Fort-de-France pour les lots CVC et VRD.

Pièces générales :

- 11) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 12) Les cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux.

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

La notification du marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception des documents généraux qui font l'objet de publication. Elle comprend également, au gré du Titulaire, la remise sans frais par le maître d'ouvrage de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

NOTA : les pièces écrites et documents graphiques se complètent : en l'absence d'indication contraire du maître d'œuvre, le document le plus complet est à prendre en compte en cas d'omission, ou de contradiction.

En cas de contradiction au sein même des pièces écrites ou des documents graphiques, il convient de solliciter le maître d'œuvre. Tout ce qui est indiqué dans les pièces écrites mais ne figure pas sur les plans et vice-versa, a la même valeur que si les conditions étaient portées à la fois sur les plans et les pièces écrites. En cas de contradiction entre les pièces, la prescription la plus pénalisante devra être prise en compte par le titulaire du marché. Mais en tout état de cause, cette clause n'a pas pour

but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque décrit. Il est formellement dû, sauf avis contraire du maître d'œuvre.

2.2 Représentant du Titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le Titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du maître d'ouvrage toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché.

2.3 Substitution de personne

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification, que de la durée d'affectation, et à minima conformément à sa proposition.

Le titulaire désignera un unique interlocuteur pour le maître de l'ouvrage. Cet interlocuteur est qualifié pour représenter le titulaire auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter la mission et pour signer au cours de l'exécution du marché tous les documents prévus au CCTP.

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En aviser sans délai, prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la mission
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les références, les titres dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné précédemment.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le refuse pas dans un délai de deux semaines à compter de la communication mentionnée dans l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 8 jours pour proposer un nouveau remplaçant.

La décision de récusation par le pouvoir adjudicateur sera motivée.

Le Titulaire s'engage à désigner, pour le représenter pendant les réunions d'études et d'exécution, un personnel habilité à prendre en séance les décisions techniques et financières. Le titulaire devra notamment désigner nommément les personnes aux fonctions suivantes : directeur de travaux, chef de chantier.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur, ou en cas de substitution discrète, non déclarée au pouvoir adjudicateur, les pénalités afférentes s'appliqueront.

2.4 Mesures à l'encontre du personnel

Pour insubordination, incapacité, défaut de probité, ou pour tout comportement ayant occasionné un dysfonctionnement au bon déroulement du chantier, le maître d'ouvrage peut exiger du Titulaire qu'il retire de l'équipe en charge de l'exécution du marché, toute personne qu'il emploie.

2.5 Forme des notifications et échanges d'information

Les décisions du maître d'ouvrage sont notifiées au Titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service devront impérativement être signés par tout moyen par le représentant du pouvoir adjudicateur. **Les prestations supplémentaires ou modificatives exécutées en infraction des présentes dispositions ne seront pas payées.**

Les décisions et demandes du maître d'ouvrage peuvent également être signifiées par courrier postal recommandé, ou par mail avec accusé de réception, ou être retranscrites au compte-rendu de chantier, qui tient lieu de procès-verbal de la réunion une fois approuvé par les personnes ayant pouvoir d'autoriser leurs sociétés respectives.

2.6 Obligation pour le Titulaire de transmettre les pièces relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au maître d'ouvrage les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 3 : EXECUTION DU MARCHÉ

3.1. Repérage des existants

Le Titulaire est réputé avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants et au contrôle de dimension des ouvrages. Cette reconnaissance portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
- l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations CVC ou électriques.

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

3.2. Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, le Titulaire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois. Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sol et plus particulièrement ceux en enrobée et en béton, y compris les bordures ;
- les murs, clôtures, portes, portails et escaliers, ainsi que l'auvent y compris sa structure ;
- les équipements techniques ;

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, le Titulaire aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

3.3. Intervention en site judiciaire en exploitation

Les travaux seront réalisés en site occupé, tel que défini dans les pièces du marché. Le déroulement des travaux sera organisé de façon à garantir en tout moment la continuité d'exploitation des services judiciaires. Une attention toute particulière sera portée pour minimiser les nuisances sonores et les durées d'indisponibilité des équipements (climatisation et parking). Le titulaire du marché devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de minimiser la gêne occasionnée à l'occupant, y compris si nécessaire prévoir l'exécution de travaux en horaires décalés.

3.4. Accès au chantier, facilités de chantier, nettoyage

Le Maître de l'Ouvrage donnera les accès au bâtiment nécessaires à toutes les interventions du Titulaire (badges, clés ...).

Le Maître d'Ouvrage mettra également à disposition du Titulaire les sanitaires existants dans les zones de travail.

Le Maître de l'Ouvrage prendra à sa charge les frais de consommation d'eau et d'électricité engendrés par la réalisation des travaux.

Le Titulaire effectuera un nettoyage quotidien de sa zone de travail et des accès et zones en interface avec le site en exploitation.

Le Titulaire assurera l'évacuation des déchets, suivant les besoins du chantier, et pourra à ce titre positionner une benne de chantier sur le parvis.

Article 4 : VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES :

4.1 Contenu des prix

Généralités

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis conformément aux articles 9.1 du CCAG Travaux.

Ils sont établis en considérant qu'aucune prestation prévue au marché ou nécessaire à son exécution ne peut être due par le maître d'ouvrage.

Les prix unitaires proposés dans la décomposition du prix global et forfaitaire incluent les frais d'encadrement.

Les prix assignés au Titulaire tiennent compte, et sans que la liste ne soit limitative, des frais relatifs :

- A la prise de connaissance de la mission
 - Le Titulaire et ses sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de leur offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.
 - Le Titulaire est par ailleurs réputé avoir parfaitement pris connaissance des conditions de réalisation des travaux sur site (notamment moyens d'accès, état du terrain, desserte en réseaux, état des bâtiments existants, délais d'exécution et moyens à mettre en œuvre pour les respecter, particularité et importance des ouvrages à réaliser, environnement du chantier).
- A la prise en compte des contraintes d'occupation, notamment :
 - Les frais résultants des mesures à mettre en œuvre pour assurer une continuité des services de la Justice.
 - Les frais résultants des mesures à mettre en œuvre pour limiter les nuisances.
- A la gestion du chantier, notamment :
 - Les frais d'installation de chantier et des frais de garde et d'entretien des ouvrages jusqu'à la signature de la décision de réception.
 - Les sujétions liées au site du chantier et ses avoisinants quant aux accès, environnement, sécurisation / signalisation, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, maintien en fonctionnement et à la protection des bâtiments existants et des avoisinants (notamment issues de secours, ...) etc...
 - Les sujétions particulières liées aux enjeux de sûreté.
 - Les frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment, aux préconisations du plan de prévention, du PGCSPPS, des PPSPS.
 - Les frais liés à la réalisation des travaux en entreprise générale (compensation de la défaillance éventuelle de sous-traitants ou co-traitants etc..).
 - Les frais d'assurances, déduction faite des assurances éventuellement souscrites par la maîtrise d'ouvrage.
 - Les frais liés au stockage, au recyclage et à la valorisation des déchets issus du chantier.

- De la mise en place d'un système d'échange de données informatisées pour le paiement des acomptes.
- Des frais résultants des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception.
- Des frais résultants des constats d'huissier éventuels.
- A toute demande motivée des acteurs du projet, à savoir :
 - Des frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et des services concessionnaires ;

Dans ces conditions, le titulaire et ses sous-traitants ne pourront prétendre à une quelconque indemnité ou rémunération supplémentaire pour des anomalies ou imperfections techniques des pièces du marché. En particulier, ils ont apprécié toutes les sujétions résultant (sans que la liste soit exhaustive) :

- Des contraintes de sécurité et de sûreté, notamment des conditions d'accès au site des personnels et des moyens logistiques dont ils ont la charge,
- De l'occupation en permanence en journée de la cour d'appel,
- De la présence de différents publics (justiciables, public, détenus sous escortes) sur le site
- Du fonctionnement spécifique de l'établissement,
- De la configuration des abords et des accès, du contexte urbain,
- De la présence de bâtiments contigus et/ou avoisinants,
- De la présence et de l'éloignement de centres de stockage ou de filières pour l'évacuation ou la valorisation des déchets,
- Des possibilités ou non de stockage provisoire, de tri ou de recyclage des déchets sur le site,
- Des possibilités d'installations des protections pour les travaux de dépose ou démolition.

Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif

Le prix du marché tient compte également et sans que cette liste ne soit limitative :

- Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG travaux, de toutes les demandes administratives, d'autorisations auprès des services municipaux, préfectoraux, de police... pour l'utilisation et l'empiètement des voiries ainsi que les frais afférents y compris des frais d'immobilisation de places de stationnement qui seraient payantes,
- Des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre,
- De l'établissement des clôtures et panneaux et palissades de chantier et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail ;
- De la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes suite aux dégâts provoqués par les travaux, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux
- De l'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation du chantier

Les prix sont réputés comprendre les dépenses afférentes à la coordination de l'exécution de l'ensemble des prestations.

Le Titulaire doit la fourniture et mise en place des matériels de levage et de manutention ainsi que des échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi que leur entretien. Toutes les installations de chantier devront être repliées à la fin des travaux.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent au Titulaire, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Le Titulaire devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc...), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la réception.

Dépenses de consommation et frais

Sont à la charge du maître d'ouvrage, l'ensemble des dépenses de consommation de fluides liés au fonctionnement du chantier, et en particulier :

- Les dépenses de consommation d'eau, gaz, électricité des entrepreneurs intervenant sur le chantier, y compris pour la réalisation des essais avant réception ou nécessaire au bon déroulement des travaux.

Sont à la charge du titulaire, l'ensemble :

- des frais éventuels d'ouverture et fermeture du chantier, de gardiennage et de logisticien
- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets à tout instant et jusqu'à la réception des travaux, et sur simples demandes du maître d'ouvrage,
- des frais occasionnés par le nettoyage hebdomadaire du chantier,
- Nettoyage de fin de chantier.

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations sont non limitatives, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'omissions.

4.2 Règlement des ouvrages ou des travaux non prévus ou modificatifs

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15 du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, si l'augmentation du montant des travaux est supérieure à 5% du montant contractuel, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de cette augmentation.

Les prix sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement des prix, soit le mois Mo.

Le Titulaire est tenu de produire, sous 7 jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'œuvre.

La proposition de prix du Titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, pour permettre au maître d'œuvre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

Dans le cas où le Titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître d'œuvre lui notifiera un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire.

En application de l'article 9.3.4 du CCAG Travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production de sous-détails de prix unitaires.

Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité si les études de modifications et les devis ne connaissent pas de suite.

4.3 Règlement des comptes - Modalités de paiement

Délai global de paiement

Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du pouvoir adjudicateur pour procéder au règlement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de leur réception.

Le titulaire devra avertir sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de domiciliation bancaire et produire à cette fin les justificatifs correspondants.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires, au taux et selon la réglementation en vigueur.

Modalités de paiement

Les situations financières de travaux des entreprises (calcul des décomptes et des acomptes) devront être calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système feront l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le pouvoir adjudicateur, et dont une copie lui sera adressée

L'utilisation de ce système retenu par le maître d'ouvrage est obligatoire pour le Titulaire.

Si après notification de la décision de réception et après avoir été mis en demeure d'adresser sa demande de paiement du solde au service facturier de l'APIJ, le titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 30 jours courant à compter de la décision de réception, le pouvoir adjudicateur établit le décompte, le signe, puis le notifie au titulaire.

La notification peut se faire par courrier en recommandé ou par mail avec accusé de réception du titulaire.

A défaut de contestation de ce décompte dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte, ce dernier est réputé accepté, vaut solde. Le pouvoir adjudicateur procède d'office à la liquidation.

Pour la bonne utilisation de ce système, il sera alors dérogé au 6 de l'article 12 du CCAG Travaux dans les conditions suivantes :

Les demandes de paiement d'acomptes par le Titulaire et les sous-traitants payés directement seront adressées au maître d'ouvrage pour le mois n, entre le 25 du mois n et le 5 du mois n+1. Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

Le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Les décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire envoie une demande d'acompte via un message normalisé sur le système informatisé comportant les quantités des travaux exécutées cumulées depuis le début du marché.

L'envoi de ce message implique les mêmes effets que ceux de la remise du projet de décompte notamment pour le point de départ des délais de paiement visés à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, intégrant les attestations de paiement du sous-traitant.

Le délai global de paiement court à compter de la date de transmission de cette demande de paiement (projet de décompte) par le titulaire au maître d'ouvrage, via l'outil informatisé (cette date est celle à laquelle le maître d'ouvrage dispose du dossier complet de projet de décompte), ou la date effective d'exécution des prestations, si elle est postérieure.

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants payés directement, à intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est visé par le maître d'œuvre qui dresse, conformément aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG travaux, à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte en prix de base, établi par différence entre le montant du décompte mensuel et celui du décompte mensuel précédent ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant de l'acompte à verser, somme des deux montants ci-avant.

Décompte final

Le titulaire ne peut présenter son décompte final que lorsque tous les travaux ont été réceptionnés.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception des travaux aura été assortie de réserves non liées à la réalisation d'épreuves prévues dans les documents particuliers du marché, le délai laissé au titulaire pour remettre son projet de décompte final aura pour point de départ **la décision de réception sans réserve ou la décision de levée des réserves.**

Le titulaire dresse alors le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble et le transmet au maître d'œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification susvisée.

Le système informatisé sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la TVA).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-travaux, l'absence de notification au titulaire du décompte général dans le délai de 10 jours ne donne pas lieu à une acceptation tacite de ce décompte.

4.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réglées par les stipulations suivantes :

Variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au présent article.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois «mois zéro» (M0), indiqué à la page 2 de l'acte d'engagement.

Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du **lot 1** est l'index BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - publié par l'INSEE.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du **lot 2** est l'index BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé publié par l'INSEE.

Modalités de révision des prix

La révision est effectuée mensuellement, en hausse comme en baisse, par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C=0,15 + 0,85 (Im-4/Io-4)$$

dans laquelle Io-4 et Im-4 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois m de réalisation des prestations.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur sur le lieu d'exécution des prestations lors du fait générateur.

4.5 Sous-traitance

Désignation de sous-traitants au cours du marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions des articles R.2393-24, R.2393-27 et R.2393-28 du code de la commande publique.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par l'entreprise qui sous-traite en utilisant le modèle annexé à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R.2193-3 à R.20193-10 du code de la commande publique, la demande doit indiquer :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les capacités professionnelles peuvent être établies au moyen de références jugées équivalentes à la prestation sous traitée ou au moyen de certificat de qualification.

Le montant des travaux sous-traités doit être établi sur la base d'établissement des prix du marché (mois « mo » défini à l'acte d'engagement).

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché, l'acte spécial de sous-traitance, ou tout acte spécial modificatif, pourra être notifié par mail avec accusé réception.

Les dossiers d'agrément complets et caution solidaire et personnelle (sous-traitance indirecte) devront parvenir pour examen au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage au plus tard 21 jours calendaires avant intervention effective du sous-traitant.

Les dossiers incomplets seront rejetés, le délai d'instruction ne sera pas suspendu. Un nouveau dossier devra donc être soumis au plus tard dans les 21 jours avant l'intervention effective du sous-traitant. Aucun retard de chantier ne pourra être imputé au maître d'œuvre, ou maître d'ouvrage, pour défaut de diligence dans leur instruction si un report d'intervention d'un sous-traitant devait intervenir en cas de non-respect des délais précisés ci-avant.

Sous-traitance directe

a) Pour les sous-traitants directs, au sens de l'article 3.6.1 du CCAG Travaux, l'acte spécial indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements.

Dès la signature de l'acte spécial par le maître d'ouvrage, ce dernier le notifie au Titulaire et ainsi qu'au sous-traitant concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

b) Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception de son envoi au Titulaire. En application des articles R.2193-11 à R.2193-16 du code de la commande publique, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement. Le point de départ de ce délai est la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé dans le délai de quinze (15) jours mentionnés supra. Lorsque le Titulaire n'a, pendant ce délai, notifié aucun accord ni aucun refus, le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement dont le point de départ est l'échéance du délai de quinze (15) jours précités.

L'envoi, par le Titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même Titulaire – prévu aux articles R.2193-11 et R.2193-12, R.2193-14 et R.2193-15 du code de la commande publique - sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Le maître d'ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans l'acte spécial de sous-traitance.

Sous-traitance indirecte

Au sens de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux, le sous-traitant direct ne peut sous-traiter à son tour qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du maître d'ouvrage l'acceptation de son propre sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, par l'établissement d'une déclaration de

sous-traitant indirect, reprenant les indications demandées au présent article. Le sous-traitant qui sous-traite est considéré comme entrepreneur principal par rapport à son propre sous-traitant.

Le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du maître d'ouvrage ait accusé réception au Titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

4.6 Cotraitance

Pour les cotraitants conjoints, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au corps d'état assigné à ce cotraitant.

Pour le sous-traitant d'un entrepreneur du groupement, celui-ci mentionne son acceptation expresse de la somme à lui payer par une attestation jointe au projet de décompte et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Dans cette hypothèse, le délai de 15 jours évoqué aux articles R.2193-11 et R.2193-12, R.2193-14 et R.2193-15 du code de la commande publique court à partir de la signature du mandataire.

4.7 Augmentation de la masse des travaux

En complément de l'article 14 du CCAG Travaux et par application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique (clause de réexamen), lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service la décision prise par le représentant du maître d'ouvrage d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, si l'augmentation du montant des travaux est supérieure à 5 % du montant contractuel, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de cette augmentation.

Le marché prévoit donc expressément la possibilité d'établir une décision de poursuivre.

4.8 Prix nouveaux

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG Travaux, si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le Titulaire et le représentant du maître d'ouvrage sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

4.9 Prestations similaires

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour la réalisation de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

Article 5 : DELAIS D'EXECUTION-PENALITES-RETENUES-REFACTIONS

5.1 Modalités d'exécution et calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux

Les délais sont fixés conformément à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG travaux, un ordre de service prescrit le démarrage des travaux y compris la période de préparation. Les conditions particulières fixées pour la période de préparation, sont détaillées au 8.1 du présent CCAP.

Commenté [MG1]: Incohérence avec l'article 3.1 de l'AE?

Commenté [ML2R1]: Oui j'ai mis à jour l'AE, merci

Repliement des installations de chantier

A la fin des travaux et avant la réalisation des opérations préalables à la réception, le Titulaire procède au dégagement, nettoyage et remise en état du chantier et des lieux qu'il aura occupés.

5.2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Cette proposition de calendrier détaillé devra reprendre les engagements du titulaire tels que précisés sur le calendrier prévisionnel d'exécution établi par ses soins lors de la consultation et devra être complétée, le cas échéant, des éléments relatifs à la mise au point du marché.

Ce calendrier mettra en évidence les enchaînements des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt). Il mettra également en évidence le ou les chemins critiques de l'opération.

Il sera signé par le titulaire puis soumis à l'avis du maître d'œuvre au plus tard 15 jours calendaires à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Il sera notifié au titulaire par ordre de service, et aura un caractère contractuel.

Le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution pour tenir compte de l'avancement réel du chantier.

Au cours du chantier et à la demande du titulaire, le calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux pourra être modifié, sous réserve de respecter les limites du délai d'exécution global. Après accord du maître d'ouvrage, le calendrier modifié sera notifié par ordre de service du maître d'œuvre au titulaire, en remplacement du calendrier contractuel précédemment établi.

5.3 Prolongation du délai d'exécution

Intempéries

Le délai d'exécution des travaux est prolongé d'un nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel survient un événement présentant une entrave à l'exécution des travaux. Ces événements peuvent être dus soit à une force majeure (grève, manifestation, trouble à l'ordre public...) soit à des intempéries.

Les intempéries se caractérisent par le dépassement des intensités et durées limites d'un au moins des phénomènes naturels ci-après :

- Pluie : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 10 mm d'eau en 1 heure ou plus de 30 mm dans la journée
- Vent : si entre 6 heures et 18 heures la vitesse moyenne du vent est supérieure à 60 km/h pendant plus de 6 heures consécutives.

En cas d'intempéries, le Titulaire devra soumettre au maître d'œuvre le bulletin météo de la station de mesure la plus proche du lieu d'exécution des travaux qui fera seul foi.

Il n'est pas prévu de journées d'intempéries prévisibles au titre du présent marché.

Il est précisé que la prolongation du délai d'exécution pour intempéries ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire devra informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par courrier électronique, le jour où le chantier est en intempéries. Les justificatifs seront ensuite transmis en fin de mois par des relevés de météo France.

Clause de réexamen relative à la prolongation du marché

La durée du chantier pourra être prolongée en cas d'impossibilité d'exécuter les travaux pour des motifs non imputables au titulaire résultant de grève, manifestation, des troubles à l'ordre public aux abords immédiats de la cour d'appel ou d'un procès sensible.

Cette prolongation de délai sera décidée par le maître d'ouvrage, sur avis du maître d'œuvre après saisine du Titulaire, et donnera lieu à une prolongation du délai d'exécution d'un jour ouvré supplémentaire par jour ouvré non travaillé.

Toute modification du marché faite au titre de la présente clause ne pourra donner lieu à aucune indemnité et sera notifiée par voie d'avenant.

Autres précisions

Les reprises à la suite d'une exécution insatisfaisante ou d'une non-conformité ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution.

Les arrêts de chantier pour non-respect des règles en matière de sécurité et protection de la santé, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, constatés par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS, ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution ou à indemnité.

5.4 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, le représentant du Pouvoir adjudicateur pourra appliquer au Titulaire sans mise en demeure, sans invitation à présenter ses observations, et donc sur simple constat de sa part ou de la part du maître d'œuvre les pénalités suivantes :

Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, si le chantier objet du présent marché n'est pas réalisé dans les délais fixés au contrat, une pénalité de **300 € par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire**. Ces pénalités pourront être appliquées, sur la base du délai de réalisation des travaux figurant à l'acte d'engagement.

Autres pénalités en cours de chantier ou en cours de préparation de chantier

Cinq mille Euros (5000 Euros) pour les faits suivants :

- En cas de manquement du Titulaire à la réglementation relative au travail illégal définie à l'article L.8211-1 1°), 2°), 3°) et 4°) du code du travail, par infraction constatée
- En cas de manquement du Titulaire aux obligations de confidentialité décrites à l'article 12 du présent CCAP
- Découverte d'un sous-traitant non déclaré ou en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires sur la sous-traitance : par infraction constatée

- Réalisation de travaux sans document d'exécution ou avec document d'exécution non visé par le maître d'œuvre ou le contrôleur technique : pénalité appliquée par infraction constatée et reprise des travaux à la charge du titulaire
- Refus d'exécution d'un ordre de service, ou d'une décision du maître d'ouvrage : par jour calendaire, hormis les cas prévus aux articles, 14.2.2 et 50.2.1 du CCAG Travaux

Mille Euros (1000 Euros) pour les faits suivants :

- Absence de remise par le Titulaire dans les délais des attestations de régularité fiscales et sociales décrites l'article 8.6 du présent CCAP : par jour calendaire de retard
- Absence de remise par le Titulaire dans les délais des attestations d'assurance décrites l'article 9.6 du présent CCAP : par jour calendaire de retard

Trois cent Euros (300 Euros) pour les faits suivants :

- Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves à la réception : par jour calendaire.
- Non-respect des dispositions de sûreté, et en particulier des contraintes d'accès au site : par infraction constatée
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier, pour chaque infraction constatée par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou par la maîtrise d'œuvre, et par jour calendaire
- Non-fourniture par le Titulaire d'un ou des document(s) demandé(s) pendant la période de préparation, tels que décrits à l'article 8.1 du CCAP,
- Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du maître d'ouvrage en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par le représentant du maître d'ouvrage
- Non-respect des demandes de nettoyage systématique et journalier : par infraction constatée, et par jour calendaire de non-réalisation des prestations considérées
- Retard dans la remise complète des dossiers à fournir après exécution des travaux, conformément à l'article 8.2 du CCAP et à l'article 40 du CCAG Travaux : par jour calendaire et par dossier
- Absence ou retard non justifié aux réunions de chantier, aux visites de chantier : par réunion ou visite.

Nota : la représentation par l'entreprise d'une personne non habilitée à prendre des décisions ou des engagements en son nom équivaut à une absence

Cent cinquante Euros (150 Euros) pour les faits suivants :

- Retard par rapport aux dates de remise ou de diffusion des documents techniques (retour d'ordre de services, notices, plans d'exécution, notes de calcul, devis de travaux modificatifs, fiches techniques, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, fiches d'essai COPREC, demande d'ATEX, autocontrôle etc.) telles qu'elles sont fixées au calendrier détaillé d'exécution tel que défini à l'article 5.2 ci-dessus : par document non remis et par jour calendaire
- Retard pour la transmission du dossier de demande d'agrément de sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur par rapport au délai fixé à l'article 4.5 : par demande d'agrément et par jour ouvrable.
- Travaux sur le domaine public/cours de la cour d'appel sans signalisation ou protection efficace : par jour calendaire et par infraction
- Stationnement de véhicules hors des emplacements désignés à cet effet, et/ou dans des conditions anormales : par infraction constatée

- Dépôt de matériels et gravats en-dehors des zones prescrites, occupation d'espaces dans une zone non dévolue au chantier, par jour calendaire d'infraction à compter du constat
- Présence d'une personne travaillant sur le chantier dans les locaux de la cour d'appel en-dehors de l'emprise du chantier, sans accord expresse du maître d'ouvrage : par infraction constatée
- Absence de port de la carte BTP pour un personnel du chantier absence de vêtement de travail permettant d'identifier clairement son entreprise, par infraction constatée
- Non-respect des dispositions relatives à la gestion des nuisances de chantier : par infraction constatée.
- Pour les missions du titulaire confiées à une personne physique identifiée : en cas de défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur, ou en cas de substitution discrète, non déclarée au pouvoir adjudicateur

En outre, l'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

Pénalités relatives à la GPA

Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un autre désordre relevant de la GPA : 100 € par jour calendaires de retard et par désordre.

Cumuls des pénalités

Toutes les pénalités, objet des articles ci-dessus, sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le Titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité. L'application de l'ensemble de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra excéder 10% du montant total du marché. L'application de l'ensemble de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

5.5 Pénalités provisoires

En application de l'article 19.2.5 alinéa 1 du CCAG-Travaux, les pénalités provisoires sont appliquées sur simple constatation du maître d'ouvrage d'un retard par rapport à l'ensemble des délais, hors cas prévus à l'article 4.5 relatif à la sous-traitance.

Les pénalités provisoires seront actées dans les comptes rendus de réunion de travaux hebdomadaires et seront soit annulées en cas de rattrapage du retard, soit transformées en pénalités définitives à la fin des travaux.

Article 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 Retenue de garantie

Conformément aux articles R.2191-32 à R.2191-44 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5% (3% pour les TPE et PME) sera prélevée sur tous les règlements du marché. L'assiette de la retenue est égale au montant contractuel augmenté le cas échéant des avenants mais ne comprend pas les intérêts moratoires.

Substitution de la retenue de garantie

La retenue de garantie ne pourra être remplacée, au gré du Titulaire, que par une garantie à première demande, établie suivant le modèle remis par la personne publique au Titulaire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché. En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Constitution et complément

Conformément au titre neuvième, chapitre premier, section IV du code de la commande publique, et dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Restitution des garanties

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon la réglementation qui les régit.

Dispositions relatives aux prestations sous-traitées

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au Titulaire et en aucun cas au sous-traitant.

6.2 Reversement

Le recouvrement éventuel des sommes dont le Titulaire serait reconnu débiteur au titre du présent marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

6.3 Avance

Il est fait application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. L'option retenue par le maître d'ouvrage est l'option A du CCAG Travaux.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, il sera versé une avance de **5 %** du montant du montant du marché et de **10%** pour les PME

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant toutes taxes comprises du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans les autres cas, dans le silence du marché, l'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée.

Article 7 : REALISATION DES OUVRAGES

7.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire. Toutefois le titulaire peut proposer des modifications qui seront soumises à la validation du maître d'œuvre.

Pour les autres matériaux, produits et composants, le Titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, avant toute commande, les matériaux, produits et composants de construction dont le choix lui est laissé.

Cet agrément sera apprécié en fonction des performances architecturales, techniques, de pérennité, et de maintenabilité requise. Ainsi un produit qui serait susceptible d'engendrer des coûts d'exploitation supérieurs pourra être refusé par le maître d'œuvre, et ceci sans que l'entreprise ne puisse s'y opposer.

7.2 Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves

Contrôles sur chantier

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités des vérifications, essais et épreuves, qualitatives et quantitatives, sur le chantier.

Essais et contrôles prévus au marché

Tous les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG et du CCTP seront exécutés.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Le modèle de fiche d'essai, qui sera établi par la maîtrise d'œuvre, devra être utilisé pour tous les essais et pour toutes les entreprises.

Il est précisé en outre que les rapports, les essais et les recours d'expertise nécessaires pour mener ces procédures seront également à la charge et à l'initiative du titulaire et devront être effectués en temps utile.

Le Titulaire mettra à la disposition du maître d'œuvre les appareils de mesures nécessaires aux vérifications des essais ainsi que le personnel qualifié nécessaire à ces opérations.

Si le Titulaire estime que les documents fournis à l'appui du DCE (relevés, diagnostics, planches graphiques, ...) nécessitent des compléments, il lui appartiendra de les faire réaliser à ses frais.

Essais et vérifications complémentaires

Le maître d'œuvre peut demander à faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. Ils ne seront rémunérés par le maître d'ouvrage que dans le cas où les résultats

confirment la position de de l'entreprise. Dans le cas contraire, ils seront dus par l'entreprise, par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux.

7.3 Défauts d'exécution - mesures d'alertes

Le maître d'œuvre, sur la base de constats d'écarts entre les modalités d'exécution des travaux et les modalités requises par les règles de l'art et les clauses techniques particulières pourra être amené à alerter formellement l'entreprise sur les risques de désordres ultérieurs ou les risques de non atteinte des performances techniques.

Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les actions correctives nécessaires. Celles-ci seront soumises à l'approbation préalable du maître d'œuvre avant exécution.

7.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que collecteurs, canalisations ou câbles, situés à l'intérieur du terrain au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contradictoirement avec les exploitants des ouvrages, convoqués préalablement à cet effet, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Le titulaire devra prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles concernés dix jours au moins avant le début des travaux.

Article 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux, la période de préparation de chantier est de 3 mois.

Il est notamment procédé, par les soins du Titulaire au cours des périodes de préparation de chantier, aux opérations suivantes :

- Les états des lieux avant travaux seront établis par huissier. Ces états des lieux seront établis contradictoirement et seront opposables au titulaire, même en cas d'absence de celui-ci lors de leur établissement. Les états des lieux porteront sur l'intégralité des espaces qui seront mis à disposition du titulaire, ainsi que leurs avoisinants : les bâtiments existants, tant ses parties intérieures qu'extérieures, les espaces de stationnement, les clôtures, les voiries bordant le site, les façades des bâtiments voisins. Les différents constats d'états des lieux, frais d'émission et de la transmission d'un exemplaire au plus tard avant toute intervention sur le site est à la charge du **titulaire du lot 2**.
- Etablissement du plan d'installation de chantier à la charge du **titulaire du lot 2**.
- Mise en œuvre des installations de chantier, y compris la signalisation, à la charge du **titulaire du lot 2**.
- L'établissement du planning d'exécution des diverses tâches à accomplir pendant la période de préparation du chantier, accepté conjointement par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, en particulier le planning des études à exécuter en priorité pour permettre le commencement des travaux
- Etablissement et présentation des fiches techniques, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 8.2 ci-après

- Etablissement du calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux, y compris d'approvisionnement des matériaux (décrit aux articles 5.2 et 5.3 du présent CCAP)
- Etablissement avant la fin de la période de préparation du chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leur transmission au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé
- Etablissement du plan général de circulation et de signalisation après avoir pris l'attache des services compétents de la ville de Fort-de-France
- Etablissement de la demande de permission de voirie pour occupation éventuelle des voies publiques et des rejets d'eaux
- Vérification de la mise en place des assurances dues par l'entreprise
- Etablissement du modèle des fiches d'essais et des modalités de ces derniers

Nota : Il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le Titulaire et ses sous-traitants ne pourront se prévaloir d'une omission dans cette énumération. Le délai de la période de préparation pourra éventuellement être prolongé à la charge du Titulaire dans le cas où il n'aurait pas rempli toutes ses obligations dues pendant cette période ou qu'il ne pourrait pas commencer le démarrage des travaux.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

En complément de l'article 29.1 du CCAG Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillés nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, ainsi que leur synthèse, établis et présentés sous la responsabilité du Titulaire avec les notes de calculs correspondantes, seront soumis au visa du maître d'œuvre, qui devra les retourner au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 7 jours calendaires après leur réception.

Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse au Titulaire la totalité de sa responsabilité pour ce qui est de l'exécution des travaux.

Le maître de l'ouvrage sera destinataire de tous documents, plans, notes, établis par l'entreprise.

8.3 Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le maître d'œuvre indiquera aux entreprises leurs besoins pour la présentation des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément. Le Titulaire fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément et d'exécution des espaces témoins, sous réserve de l'accord du maître d'œuvre.

Echantillons, prototypes

Sans objet.

Prototypes et surfaces témoins

Sans objet.

8.4 Visas des documents

Le Titulaire soumettra pour visa au Maître d'œuvre l'ensemble des documents d'étude nécessaires à la bonne réalisation des ouvrages, en particulier toutes les fiches techniques, notes de calculs, schémas électriques, synoptiques techniques, plans de détail, plans de pose, plans de fabrication, etc....

La remise de ces documents au Maître d'œuvre se fera par mail doublé d'un exemplaire papier transmis à chaque intervenant de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle technique, avec un bordereau de remise précisant la date de remise.

Le Maître d'œuvre et le contrôleur technique formaliseront leur visa sur les éléments transmis au Titulaire sous quinze jours à compter de la date de remise desdits documents.

Le visa du Maître d'œuvre prendra la forme :

- D'un visa sans observations VSO
- D'un visa avec observations VAO
- D'un visa refusé R

Le silence du Maître d'œuvre passé le délai de quinze jours à compter de la remise des documents à viser vaudra visa sans observation VSO de ces derniers.

En cas de visa refusé VAO ou refusé R, le Titulaire remettra un nouveau document conforme aux spécifications du marché sous 1 semaine à compter de la date de notification du visa.

L'attention du Titulaire est portée sur le fait qu'aucune commande ne pourra être engagée sans le visa préalable VSO du Maître d'œuvre sur les documents d'étude, sauf mention expresse du maître d'œuvre.

8.5 Réunions et rendez-vous de chantier

Réunions

Des réunions seront organisées à l'initiative de l'APIJ, ou du maître d'œuvre, sur le site de la cour d'appel de Fort-de-France.

Le Titulaire, avisé de ces réunions avec un préavis minimum de trois jours, sera tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Ces réunions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

Il est dérogé à l'article 3.9 du CCAG Travaux qui n'est pas appliqué.

Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Ils ont lieu, au minimum, toutes les semaines sur le site.

Le maître d'œuvre dirige la réunion de chantier et en établit le compte rendu.

Le maître d'œuvre convoquera par l'intermédiaire des comptes rendus de chantier, qui vaudront convocation en bonne et due forme, les entreprises, qu'elles soient Titulaires ou sous-traitantes.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé est membre de droit des réunions de chantier, auxquelles il participe en tant que de besoin.

Chaque entreprise sera tenue de fournir pendant la période de préparation le nom d'une personne qualifiée, qu'elle aura désignée pour être responsable du suivi du chantier.

Si nécessaire, le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre pourront augmenter ponctuellement la fréquence de ces réunions, pour traiter une situation de crise. Le Titulaire, avisé de ces réunions avec un préavis minimum de deux jours, sera tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Ces réunions supplémentaires n'ouvriront droit à aucune indemnité.

8.6 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R 238.27 à R 238 36 du code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier et désignées au marché, devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, avant intervention, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention.

Dans tous les cas, chaque entreprise devra avoir fait approuver son PPSPS par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant son intervention sur le chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (Titulaire, cotraitant ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer, éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Le coordonnateur SPS informera sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Le coordonnateur S.P.S. aura libre accès au chantier.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité, sont à prendre par le Titulaire.

Les installations d'hygiène et les dispositifs communs de sécurité sont effectués dans les conditions déterminées par le PGCSPPS et le CCTP.

Chaque entrepreneur doit prévoir tous les équipements nécessaires à la sécurité de son propre personnel dans le cadre des travaux dont il a la charge et en particulier les garde-corps provisoires, filets de chute propres à l'exécution de ses travaux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des constructions.

L'utilisation par une ou plusieurs entreprises des équipements de sécurité installés antérieurement par une autre entreprise ne pourra se faire sans accord écrit de ladite entreprise. Il sera fait mention sur cet accord des consignes applicables à ces équipements (charge limite, ...). Un exemplaire de l'accord sera adressé au responsable de l'OPPBTP, à l'inspecteur du travail pour visa et au coordonnateur de sécurité.

Chaque entrepreneur devra procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel et des équipements de sécurité qu'il utilise sur le chantier (échafaudages, engins de levage, installations électriques, garde-corps, filets...) ou charger de ces épreuves et vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

Les entrepreneurs sont et resteront seuls responsables, soit à titre individuel, soit conjointement et solidairement, des incidents ou accidents pouvant survenir du fait du non-respect des prescriptions ci-avant mentionnées. Ils supporteront seuls les conséquences pécuniaires ou pénales résultant

d'une quelconque carence, sans que la responsabilité du maître d'ouvrage puisse être mise en cause de quelque façon que ce soit.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Point chaud

Tous les travaux en point chaud, seront réalisées par deux personnes au moins (pas de personne isolée). Un extincteur devra se trouver à proximité immédiate du point chaud et les bouteilles de gaz devront être chaque soir fermées et stockées dans un lieu fermé à clé et ventilé. Le Titulaire devra faire la demande d'un permis feu au Maître d'Ouvrage 48h avant tout travail par point chaud.

Echafaudage

Pour tous les travaux en hauteur nécessitant un échafaudage, il y aura une personne de l'entreprise au sol à proximité de l'échafaudage et les échafaudages seront montés par des personnels qualifiés. Les échafaudages demeurent la propriété des entreprises et ne sauraient être prêtés même ponctuellement à d'autres entreprises.

Travail isolé

Le travail isolé est interdit. Il y aura toujours deux personnes au moins sur un poste de travail.

Consignations électriques

Le Titulaire devra systématiquement solliciter le Maître d'Ouvrage pour demander une consignation d'installations électriques.

Plan de prévention

Le Titulaire devra assister à une visite préalable du site avec le chef d'établissement. Le plan de prévention formalisant cette visite devra être transmis au maître d'ouvrage au plus tard une semaine avant le démarrage des travaux.

Cas d'urgence

Le Titulaire (articles 31.4.1. à 31.4.3. du CCAG Travaux) et le maître d'œuvre (article 31.4.4. du CCAG Travaux) ont respectivement la charge de prendre ou de faire prendre toutes mesures nécessaires pour respecter les obligations en matière de sécurité et d'hygiène, et notamment les consignes formulées par le coordonnateur.

Cependant en cas d'urgence ou de danger immédiat, et en l'absence du maître d'œuvre, le coordonnateur se substitue à celui-ci pour donner directement aux entreprises l'ordre d'arrêter le chantier et de prendre, séance tenante, les mesures conservatoires qu'il juge indispensables, et les entreprises sont tenues d'y déférer.

L'intervention du coordonnateur ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

Sur le champ, il consigne ces mesures dans le registre journal de chantier et informe le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les responsables d'entreprises et les organismes associés (CRAM, Inspection du Travail, O.P.B.T.P.), par tous moyens à sa disposition, des mesures qu'il a dû faire prendre aux entreprises en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Cette substitution au maître d'œuvre prend fin dès que celui-ci est prévenu. Il appartient au maître d'œuvre de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le chantier puisse se poursuivre sans danger.

Pouvoirs du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur la maîtrise d'œuvre, les entreprises, les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- Ni la maîtrise d'œuvre de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées
- Ni chacune des entreprises de prendre ses propres mesures pour faire respecter toutes les conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination et sera immédiatement communiquée au maître d'œuvre, au Titulaire, et à la maîtrise d'ouvrage pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation impliquant une modification de la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître d'œuvre, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

En cas de désaccord du maître d'œuvre sur cette proposition, le coordonnateur en matière d'hygiène et de protection de la santé, devra soumettre la mesure concernée à l'arbitrage du maître d'ouvrage.

Application de la réglementation du travail - Protection de la main d'œuvre - Droit du travail - Lutte contre le travail dissimulé

Interventions de l'Inspection du Travail et des organismes de prévention

Le Titulaire qui fera l'objet d'une intervention de l'Inspection du Travail ou d'un organisme de prévention (OPPBTP, CRAMIF...) devra communiquer au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et au maître d'œuvre, une copie de cette observation et un rapport sur les suites qu'il aura apportées à cette observation.

Protection de la main d'œuvre - Droit du travail - Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article 6.1 du CCAG Travaux, le Titulaire doit être en mesure de justifier, à tout moment et à toute demande du représentant du maître d'ouvrage, qu'il respecte la réglementation relative à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail sur le territoire français.

En application de l'article 31.5 du CCAG Travaux, il est rappelé que le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu :

- De faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur ;
- D'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Tenus à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente, ces documents sont remis au représentant du maître d'ouvrage dès qu'il en demande la production.

En cas de non-production dans les délais impartis, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 5.4 du présent CCAP.

8.7 Signalisation du chantier

La signalisation du chantier au droit des travaux sera réalisée par le Titulaire, sous le contrôle des services compétents et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, après avoir obtenu leur accord sur le schéma de signalisation établi lors de la période de préparation du chantier.

Le Titulaire devra soumettre à l'agrément conjoint du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

8.8 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Le Titulaire devra veiller à ce que toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la tranquillité des riverains, notamment en matière de bruit, de poussières et de circulation soient prises et respectées par l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier. Il est en outre précisé que l'emploi des explosifs est interdit.

Article 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX - MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES - GARANTIES - ASSURANCES

9.1 Réception

Le marché pourra prévoir des réceptions partielles.

9.2 Documents fournis après exécution

Le Titulaire est tenu de fournir au plus tard dès la fin de l'exécution des travaux avant le démarrage des OPR :

- La liste détaillée de tous les documents remis avec leur date de visa de contrôle interne par le Titulaire
- La liste des entreprises qui sont intervenues sur le chantier, avec leurs coordonnées, et le récapitulatif de la nature de leurs interventions
- Les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets
- Le dossier des ouvrages exécutés (DOE)
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Pour ce faire, il établira ces documents au fur et à mesure de l'avancement des études d'exécution et des travaux.

Cette documentation sera soumise au contrôle du maître d'œuvre et du responsable de l'exploitation maintenance de la cour d'appel.

Toutes les observations relatives à cette documentation, inexactitudes ou manques, devront être levées avant la signature du procès-verbal de réception. Le dossier finalisé sera remis en deux exemplaires papiers et un exemplaire reproductible (par exemple sur clef USB).

9.3 Opérations préalables à la réception

Par dérogation au premier alinéa de l'article 41.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra aviser le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date estimée pour l'achèvement des travaux qu'après qu'il se soit assuré que l'ensemble des vérifications, essais et contrôles recensés dans les pièces du marché auront été effectués à la date estimée d'achèvement des travaux.

Les résultats des vérifications, essais et contrôles doivent être transmis à la maîtrise d'œuvre au plus tard à la date d'achèvement proposée par l'entreprise.

La date d'achèvement des travaux proposée par le titulaire devra être postérieure d'au moins 30 jours à celle à laquelle il en avisera le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Pendant cette période, le maître d'œuvre procédera aux vérifications nécessaires et en informera le maître d'ouvrage.

Une réunion de lancement des OPR se tient à l'initiative du maître d'ouvrage, entre les 3 parties dans un délai de 5 jours maximum à compter de la date d'achèvement prévisionnelle des travaux annoncée par le titulaire.

En cas de refus de démarrer les OPR, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre notifie sa décision de refuser. Dans cette hypothèse, des pénalités pour non-respect de la date d'achèvement des travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la décision du maître d'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception, ou sur son refus de les organiser, doit intervenir dans un délai de 5 jours à compter de la date d'achèvement des travaux proposée par le titulaire.

La décision de refuser le démarrage des opérations préalables à la réception sera motivée. Le titulaire proposera alors une nouvelle date pour l'achèvement des travaux.

Le démarrage des opérations préalables à la réception ne préjuge en rien de la décision qui sera prise par le maître d'ouvrage à leur issue.

Les opérations préalables à la réception ne sont enserrées dans aucun délai. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

En complément de l'article 41. 3 du CCAG Travaux, il est précisé que le délai compris entre la date de début des opérations préalables à la réception et la date d'effet de la réception prise par le maître d'ouvrage ne donnera pas lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai de réalisation des prestations non exécutées est fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur au regard du PV de constat des OPR ou, à défaut, égal à 2 mois. Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

En cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation de prestations non exécutées relevant de l'article 41.5 du CCAG Travaux ou à la levée de réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG Travaux, le titulaire se verra infliger les pénalités prévues à l'article 5.4 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra proposer une réfaction au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une réserve ou à exécuter des prestations prévues au marché et non encore exécutées.

9.4 Décision de Réception

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre des avis du contrôleur technique le maître d'ouvrage décide si la réception est prononcée ou non.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées pendant la période de la garantie de parfait achèvement pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

9.5 Modalités de suivi de la garantie de parfait achèvement

Délai de GPA

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de la garantie de parfait achèvement est de **12 mois** à compter de la date d'effet de la réception.

Ce délai est sans incidence sur la possibilité pour le maître d'ouvrage de prolonger ce délai dans les conditions précisées à l'article 44.2 du CCAG-travaux.

Pour les ouvrages ou parties d'ouvrage faisant l'objet d'une réception partielle, le délai de la garantie de parfait achèvement démarre à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Organisation pendant la GPA

La gestion contractuelle de la garantie de parfait aménagement se fait au travers des deux outils ci-après :

- Le tableau de suivi du parfait achèvement
- La visite de fin de délai de parfait achèvement.

Cette gestion contractuelle est sous la responsabilité de la maîtrise d'œuvre, et la bonne résolution des désordres est constatée par la maîtrise d'œuvre et le mainteneur de l'ouvrage.

Concernant le délai imparti, certains désordres touchant notamment à la sûreté de l'établissement (alarme anti-intrusion, SSI ...) peuvent faire l'objet de demandes d'intervention immédiate ou dans un délai particulièrement contraint.

Au cas où les travaux nécessaires à la résolution du désordre ne seraient pas réalisés dans les délais impartis, le représentant du Pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, sans préjudice des pénalités de retard applicables au titre de l'article 5.4 du présent CCAP.

Le Titulaire doit désigner nominativement une personne chargée de coordonner les interventions nécessaires à la reprise des désordres et d'en informer le représentant du Pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre.

A un rythme hebdomadaire, le cas échéant à adapter à la criticité et à la quantité des désordres constatés, le Titulaire prend connaissance des observations de la maîtrise d'œuvre dans le tableau de suivi de parfait achèvement et les répercute aux entreprises concernées.

Autant que de besoin, l'organisation des interventions tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique. Les interventions tiennent systématiquement compte du fait qu'elles ont lieu en site occupé, avec des activités judiciaires qui ne peuvent être perturbées sans validation par le chef d'établissement.

Deux fois par mois les trois premiers mois, puis une fois par mois environ en tant que de besoin et ce jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, le représentant désigné par le Titulaire participe à une réunion sur site organisée par le maître d'œuvre et à laquelle assistent le maître de l'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs et le Titulaire. A chaque visite, le Titulaire procède contradictoirement avec le maître d'œuvre, le mainteneur et le représentant du Pouvoir adjudicateur au constat du traitement des imperfections et malfaçons.

La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

Visite de fin du délai de parfait achèvement

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie de parfait achèvement engagée avec le tableau de suivi de parfait achèvement. Un mois et demi au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, qui réunit le Titulaire, le maître de l'ouvrage et son représentant, ainsi que les utilisateurs du bâtiment, les intervenants établissent un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée.

Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du tableau de suivi de parfait achèvement qui n'aurait pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce tableau. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage notifie au titulaire la décision de prolonger la GPA avant la fin d'expiration de la GPA. Cette décision vise le tableau de suivi de la GPA.

Dans l'hypothèse où des désordres apparaissent entre cette décision et l'expiration de la GPA, le MOA transmet le tableau actualisé de suivi des GPA. Cette transmission se fait par tout moyen y compris par voie dématérialisée.

Conformément à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées, ou les désordres apparus pendant la période de la garantie de parfait achèvement pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

9.6 Assurances

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1382 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil, et des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même Code ainsi que des principes posés par la jurisprudence.

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année de travaux, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages, dégâts ou détournements pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien dans l'immeuble où les travaux sont exécutés que dans les immeubles voisins, pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements et mobiliers intégrés.

En conséquence, le Titulaire garantit le maître de l'ouvrage de tout recours qui pourrait être introduit à son encontre à la suite de tels dommages, dégâts ou détournements. Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tierces victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le titulaire en matière de **responsabilité civile générale et responsabilité décennale** sont incluses dans l'offre du titulaire et restent à la charge de ce dernier.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Le Titulaire devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Assurance de responsabilité civile

Le Titulaire est tenu de posséder une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle destinée à garantir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers du fait des travaux qu'elle réalise ou qu'elle sous-traite tant pendant la période d'exécution qu'après l'achèvement des travaux.

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront demeurer titulaires d'une police d'assurance destinée à garantir leur responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et les autres intervenants à la suite de tout dommage corporel,

matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

Ces garanties doivent impérativement être étendues en cours de construction ou après réception, aux responsabilités que l'entreprise encourt du fait de ses sous-traitants et tâcherons, y compris en cas d'absence ou d'insuffisance d'assurance et/ou d'insolvabilité des dits sous-traitants ou tâcherons.

Le Titulaire vérifiera que ses sous-traitants sont couverts dans les mêmes conditions. La police d'assurances souscrite par les sous-traitants ne saurait en aucun cas réduire, atténuer ou modifier la responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de la personne publique et des tiers.

Cette police devra apporter les minima de garanties définis ci-après :
Pour le mandataire et les cocontractants :

Responsabilité civile pendant travaux avant réception ou livraison des ouvrages (montants par sinistre) :

- Dommages corporels : 4 500 000 euros
- Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 1 500 000 euros
 - Dont Dommages immatériels non consécutifs : 500 000 euros

Responsabilité civile après réception ou livraison des ouvrages (montants par sinistre et par année d'assurance) :

- Dommages corporels : 3 000 000 euros
- Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 1 000 000 euros
 - Dont Dommages immatériels non consécutifs : 500 000 euros

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient à l'entrepreneur de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

En cas de groupement, ces montants s'entendent pour chaque membre du groupement.

Ces garanties devront rester valides toute la durée du chantier et bénéficieront des dispositions de la Loi n° 2003-706 du 1er Août 2003 et de son décret d'application du 26 Novembre 2004.

Le titulaire devra justifier que ses sous-traitants éventuels sont couverts par une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage et les intervenants du chantier, du fait de ses travaux.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou graduelle, et de toute atteinte à l'environnement.

Assurance décennale

Le titulaire est tenu de posséder une police d'assurance s'appliquant pour l'opération objet du présent marché dont les termes devront être conformes aux dispositions de la loi 78-12 du 4 janvier 1978.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Il est par ailleurs demandé l'abrogation de la règle proportionnelle.

L'entreprise veillera à ce que l'activité exercée sur le chantier corresponde à celle assurée au titre de sa police décennale.

Justification des polices et qualifications

En complément de l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, à chaque échéance annuelle, le Titulaire fournira des attestations d'assurance, émanant des assureurs, constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

Le Titulaire devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout versement d'acompte pourra être différé si le Titulaire ne fournit pas les justifications demandées.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire dans les 10 jours qui suivent la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'une fois par an -en début d'année civile- pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus.

Ce document devra être établi, daté et signé par la Compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

Tout versement d'acompte pourra être différé si le Titulaire ne fournit pas les justifications demandées

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

E-Attestation

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme E Attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 10 : RESILIATION – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE – MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des articles 50 à 52 du CCAG Travaux.

Si le présent marché est résilié pour faute du Titulaire en application de l'article 50.3 du CCAG Travaux, et dans ce seul cas, les prestations déjà accomplies et acceptées par le maître d'ouvrage sont rémunérées avec un abattement de 10 % par dérogation à l'article 51 du CCAG Travaux.

Si le présent marché est résilié pour motif d'intérêt général, en application de l'article 50.4 du CCAG Travaux, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant HT du marché, diminué du montant HT des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2%.

La résiliation du marché par application des articles 52.2 et 52.3 du CCAG – Travaux est prononcée aux frais et risques de l'entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge du marché résilié.

Article 11 : LITIGES - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. À défaut, le Tribunal Administratif de Martinique est le seul compétent, sans préjudice des procédures de saisine du comité consultatif de règlement amiable des litiges ou de recours à l'arbitrage, prévus à l'article 55.2 du CCAG Travaux.

Article 12 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE

12.1 Obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable au maître d'ouvrage (sécurité du projet, défense des intérêts du maître d'ouvrage en cas de contentieux, communication dans la presse, ...). Sauf précision contraire du Pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au Titulaire sont réputés confidentiels.

Tous les documents graphiques présentent un caractère confidentiel.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Signaler au représentant du Pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction, sauf instruction contraire de l'APIJ, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Remettre au représentant du Pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 5.4 du présent CCAP, la responsabilité du Titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

12.2 Mesures de sécurité

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

Article 13 : CONDITIONS DE L'HABILITATION DES PERSONNELS

Il pourra être demandé aux personnels du titulaire une habilitation particulière pour accéder à la zone chantier, sur le modèle de ce qui prévu par le décret n° 87-604 du 31 juillet 1987 modifié par le décret n° 94-965 du 2 novembre 1994 relatif à l'habilitation des personnes physiques ou morales auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions au sein des établissements pénitentiaires et complétant l'article R. 79 du code de procédure pénale.

Article 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1er du CCAG Travaux, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.